

## Le gouvernement ontarien Ford sème un vent de riposte de classe Assiste-on à un début de commencement de Front commun ?

Ça grouille de colère chez le corps enseignant et au sein du secteur communautaire de l'Ontario. Plus précisément, les multiples syndicats de ces secteurs prennent conscience que leur division les rend impuissants vis-à-vis un gouvernement Conservateur bien campé à droite et connu pour [son odieuse loi 124](#) :

*Adoptée en 2019, cette loi a plafonné les augmentations salariales annuelles pour une grande partie du secteur public à 1 % pendant trois ans. Elle s'appliquait aux hôpitaux, aux écoles, aux services sociaux et à de nombreux lieux de travail financés par les fonds publics. Alors que les progressistes-conservateurs présentaient cette mesure comme une restriction budgétaire, elle a eu pour effet une réduction massive des salaires réels des travailleurs de première ligne dans un contexte d'inflation galopante. Les tribunaux ont finalement jugé le projet de loi 124 inconstitutionnel [en 2024], estimant qu'il violait les droits de négociation collective protégés par la Charte. Les coûts liés aux ajustements salariaux n'ont cessé de grimper depuis.*

[La situation dans les écoles](#) ressemble comme deux gouttes d'eau à celle du Québec. Faut-il s'en étonner étant donné la néolibéralisation *austroitaire* du monde et l'étroite parenté idéologique et politique des gouvernements Ford et Legault y compris leur nationalisme vindicatif, l'un canadien et l'autre québécois :

*Les enseignant-e-s prennent davantage de congés maladie, les élèves continuent de sécher les cours. [...] Le gouvernement Ford a trouvé une solution simple au problème de l'absentéisme scolaire : faire en sorte que l'assiduité compte pour une part importante de la note finale. (Ce n'est pas le cas actuellement.) [...] Tout le monde s'accorde à dire que l'assiduité scolaire est essentielle à la réussite scolaire. Mais des experts ont déclaré au Globe que la plupart des élèves en absentéisme chronique ne manquent pas de motivation ; ils ont plutôt besoin de mesures qui s'attaquent aux problèmes structurels qui les empêchent d'aller en cours. Un bon point de départ serait d'augmenter les fonds alloués aux services de santé mentale, aux mesures de sécurité dans les écoles, aux programmes alimentaires, aux transports et aux activités extrascolaires. Sans ces ressources, la nouvelle loi ne constitue qu'un obstacle de plus que les enfants devront surmonter. [...]*

*Les élèves ne sont pas les seuls à avoir désespérément besoin de ces ressources. Les absences des enseignants sont également en hausse en Ontario, alors que les plaintes se multiplient concernant les niveaux élevés de stress, les charges de travail ingérables et la sécurité dans les salles de classe. Une enquête menée en 2024 auprès de 12 000 professionnels de l'éducation en Ontario a révélé que 75 % d'entre eux avaient été confrontés à des incidents violents ou perturbateurs à l'école. Un tiers d'entre eux y étaient confrontés quotidiennement. Les enseignants « disent : “Je n'en peux plus” ». [...] M. Mastin [président de la Fédération des enseignants du primaire de l'Ontario] soupçonne que le gouvernement aura une solution toute faite pour cela aussi : « Absolument, nous pensons qu'ils vont s'en prendre aux congés maladie » lors des négociations. Les enseignant-e-s peuvent prendre 11 jours de congé maladie à plein salaire au cours de l'année scolaire, plus 120 jours de congé de courte durée à 90 % de leur salaire – et ils n'accepteront tout simplement aucune réduction de ce montant, a-t-il déclaré.*

La dernière fois, en 2019-20, les cinq fédérations de l'enseignement ont [négocié séparément](#) avec le gouvernement même si elles ont coordonné leurs actions. Maintenant elles paraissent vouloir agir plus étroitement :

*L'été s'annonce difficile pour le gouvernement de l'Ontario et les 255 000 enseignant-e-s qui travaillent dans ses établissements scolaires. Hier [3 juin], tous les principaux syndicats de*

*l'éducation – représentant les enseignant-e-s des écoles primaires et secondaires catholiques, francophones et publiques, ainsi que le personnel de soutien – ont signifié à la province un avis de négociation. Cela signifie que les deux parties disposent de 15 jours pour entamer les négociations sur les conventions collectives qui expirent à la fin du mois d'août. [...] « La situation en Ontario n'est pas seulement difficile, elle est critique », a déclaré David Mastin, président de la Fédération des enseignant-e-s du primaire de l'Ontario, lors d'une conférence de presse hier matin. Il a déclaré au Globe qu'il n'était pas certain qu'un accord puisse être conclu avant le début de la prochaine année scolaire. [...]*

*Les syndicats souhaitent voir réglées plusieurs questions litigieuses, notamment la taille des classes (à réduire), les investissements dans l'éducation spécialisée (à augmenter), les stratégies de recrutement des enseignants (à améliorer) et l'apprentissage en ligne obligatoire (à supprimer). Ils réclament également davantage d'éducateurs spécialisés, de travailleurs sociaux, d'infirmiers et d'assistants pédagogiques – le personnel de soutien le mieux à même de prendre en charge les difficultés liées à la santé mentale et au comportement des élèves, qui n'ont cessé de s'aggraver depuis la pandémie.*

Du [côté communautaire et services sociaux et de santé](#) on voit aussi poindre une dynamique d'unification combative comme il en existe au Québec et pour les mêmes raisons. À noter que ce secteur est en Ontario relativement plus important qu'au Québec parce que le communautaire englobe des services qui sont au Québec directement gouvernementaux :

*Depuis des années, les travailleuses et travailleurs sociaux et les intervenants communautaires occupent une position contradictoire au sein du secteur public ontarien. Ils fournissent des services publics essentiels à de nombreuses populations vulnérables, mais beaucoup d'entre eux travaillent pour des organismes à but non lucratif qui dépendent de modes de financement public instables. Il en résulte un secteur fragmenté, caractérisé par d'énormes disparités salariales, un faible pouvoir de négociation et des problèmes chroniques de rétention du personnel. [...] Depuis des décennies, les gouvernements de l'Ontario, toutes tendances politiques confondues, ont transféré des responsabilités à des organismes communautaires sous-financés, qui dépendent de salaires de misère versés à des travailleuses et travailleurs effectuant un travail émotionnellement épuisant mais socialement essentiel. [...]*

*Les enjeux vont bien au-delà des salaires. Le syndicat affirme que des décennies de sous-financement et de pénurie chronique de personnel ont poussé le secteur à un point de rupture. Des programmes ferment leurs portes. Les listes d'attente s'allongent. La violence et l'épuisement professionnel sont en hausse. Aujourd'hui, après des années de gel des salaires imposé par la loi n° 124 du premier ministre Doug Ford, les travailleurs réclament une compensation pour ce qu'ils qualifient de « salaires volés ». [...] Les travailleuses et travailleurs des secteurs fragmentés, à forte proportion de femmes et historiquement sous-payés prennent de plus en plus conscience de leur pouvoir collectif. Plutôt que d'accepter comme inévitables ces conditions de crise permanente, ils considèrent l'austérité comme un choix politique et s'organisent en conséquence.*

*Les travailleurs des services sociaux et communautaires de l'Ontario ont passé des années à maintenir à flot un système que les gouvernements semblent déterminés à asphyxier. [...] Aujourd'hui, des milliers de travailleurs représentés par le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (OPSEU/SEFPO) ont décidé de mettre le holà. [...] Partout dans la province, les travailleuses et travailleurs des organismes de services de développement et communautaires, des sociétés d'aide à l'enfance, des centres de traitement pour enfants, des cliniques de santé communautaire et des établissements de santé mentale et de traitement des dépendances sont soit en grève, soit en train de se préparer à faire grève, soit en train d'intensifier des campagnes de négociation coordonnées sous la bannière « Worth Fighting For » (Ça vaut la peine de se battre).*

*Cette campagne représente l'un des efforts de syndicalisation et de négociation les plus importants menés depuis des années dans l'ensemble du secteur public ontarien. [...] Ces dernières semaines, les tensions se sont fortement intensifiées. L'OPSEU a accusé les employeurs de trois organismes communautaires d'avoir préféré le lock-out plutôt que de faire pression conjointement sur la province pour obtenir un financement adéquat. [...] Parallèlement, des dizaines d'unités de négociation du secteur des services communautaires et sociaux ont organisé des votes de mandat de grève, les travailleuses et travailleurs se prononçant massivement en faveur d'une action syndicale. [...] Le message des travailleurs est clair : la crise des services communautaires n'est pas inévitable, elle est politique. [...]*

*L'OPSEU a demandé au gouvernement Ford de fournir un financement dédié pour remédier à la compression salariale imposée par le projet de loi 124, arguant que les employeurs ne peuvent financer de manière indépendante les augmentations rétroactives sans le soutien de la province. Les travailleurs affirment que, sans une révision significative des salaires, la pénurie de main-d'œuvre ne fera que s'aggraver. [...] C'est précisément ce à quoi la campagne « Worth Fighting For » entend s'attaquer. La campagne établit délibérément un lien entre les conditions de travail des salariés et la qualité des services. De meilleurs salaires, des effectifs suffisants pour garantir la sécurité et un financement stable sont présentés non seulement comme des revendications syndicales, mais aussi comme des conditions indispensables au bon fonctionnement des services publics. [...] Ce cadrage revêt une importance politique. Les gouvernements conservateurs tentent souvent d'isoler les fonctionnaires des communautés qu'ils servent, en présentant les conflits sociaux comme des revendications égoïstes et étroites. [...]*

*Dans le cadre de la campagne « Worth Fighting For », des dizaines de groupes de travailleurs ont harmonisé leurs calendriers de négociation et leurs revendications principales afin de renforcer leur position face aux employeurs et au gouvernement provincial. Cette campagne a également donné lieu à une collaboration avec d'autres syndicats, notamment le SCFP Ontario, qui s'est joint à l'OPSEU pour demander la conciliation dans de nombreux lieux de travail du secteur des services de soutien communautaire. [...] Les votes sur le mandat de grève organisés dans le cadre de la campagne « Worth Fighting For » ont révélé un soutien massif en faveur d'une action collective. L'OPSEU indique que le nombre de votes favorables ne cesse d'augmenter chaque jour, à mesure que de nouvelles unités de négociation se joignent à cette initiative coordonnée. [...]*

*Il n'est pas certain que la vague actuelle de négociations aboutisse à des avancées décisives. Le syndicat se trouve face à un gouvernement qui n'a guère laissé entendre qu'il avait l'intention d'augmenter de manière substantielle le financement à long terme du secteur. [...] Mais quels que soient les résultats immédiats, la campagne « Worth Fighting For » constitue une mobilisation impressionnante. [...] C'est peut-être là, en fin de compte, la plus grande réussite de cette campagne.*

### **Si les édiles municipaux invitent à la lutte pancanadienne, seul le prolétariat peut atteindre le but**

Tout comme les édiles municipaux l'ont constaté au récent congrès de la Fédération canadienne des municipalités, toutes font face au même problème d'itinérance et d'infrastructures déficientes peu importe la province. On peut penser que des comparaisons entre pays du vieil impérialisme aurait donné les mêmes résultats. Il en est de même des services publics hérités de l'État providence auxquels s'ajoutent la crise du logement populaire et de plus en plus l'alimentation populaire. La militarisation des budgets publics et des matrices économiques en est la dernière tuile explicative mais elle n'en est que la pointe de l'iceberg. La mondialisation des marchés avec ses appoints de privatisation et de déréglementation depuis le brusque tournant néolibéral de 1980 a permis aux détenteurs de richesse d'organiser une gigantesque fuite de capitaux vers les paradis fiscaux à tel point que par nécessité compétitive les régimes

fiscaux étatiques se sont ajustés à la baisse. En résulte, pour soi-disant lutter contre le déficit fiscal, la grande débandade des infrastructures et des services publics c'est-à-dire un super déficit social.

Le capitalisme *austoritaire* en vient à s'en remettre à du quasi-bénévolat de personnes de bonne volonté, surtout des femmes, pour la santé publique et à sacrifier l'avenir de la jeunesse en sabotant le bon fonctionnement du système scolaire sur les dos du corps enseignant. Comme si pressentant les conséquences de la course vers la terre-étuve qu'il ni ne veut ni ne peut empêcher car il lui faudrait se saborder, c'est la façon à ce capitalisme final de clamer « Après moi, le déluge ». Peu importe leur allégeance politique et étant plus près des besoins et des souffrances populaires et plus loin des grandes politiques macroéconomiques de la grande bourgeoisie, « [\[l\]es maires des grandes villes](#) canadiennes estiment que la lutte contre l'itinérance devrait également être considérée par Ottawa comme un projet de construction nationale, au même titre que les grands projets d'infrastructure et d'énergie. » et « [\[r\]éunis pour un sommet sur le climat](#) à Edmonton, des élus municipaux de toutes les provinces, mais aussi d'ex-élus, comme l'ancienne mairesse de Montréal Valérie Plante et l'ancien maire de Toronto David Miller, proposent au premier ministre Mark Carney de taxer les bénéfiques des pétrolières et des gazières pour financer des mesures d'adaptation et de lutte contre les changements climatiques. »

Il ne faut pas s'attendre de la part des édiles municipaux à un tournant de 180 degrés ni à un dépassement du stade des conférences bien qu'il ne soit pas interdit de penser que des personnes élues de gauche ne puissent en appeler à la rue. Tel n'est pas le cas du peuple travailleur organisé en particulier de celui organisé en syndicats en autant que la bureaucratie ne se dresse pas en mur de Chine face à sa colère et ses initiatives. Le dernier Front commun québécois a démontré tant la capacité de mobilisation du peuple travailleur que le blocage bureaucratique. Idem pour les louanges chantées à la nouvelle Première ministre du Québec par les chefs des centrales syndicales au détriment de la grève réussie du secteur communautaire qui avait éperdument besoin d'un appui syndical musclé pour vaincre. À partir de la réalité d'une matrice syndicale plus éclatée, les travailleuses et travailleurs de l'Ontario, le centre névralgique du Canada avec le Québec, dans les secteurs de l'enseignement et du communautaire santé et social ont pris le chemin de l'unité combative et de la politisation. On verra la suite.

Il y a un demi-siècle, en 1976, pour un bref moment, le peuple-travailleur canadien s'était uni dans une grève commune contre une politique de rupture du gouvernement canadien avec l'État providence. Puis ce fut le recul qui dure bien que le tournant du siècle vît des grèves simultanées des infirmières dans maintes provinces sans toutefois qu'elles ne se coordonnent, la force des solitudes nationales et régionales étant ce qu'elle est. Le prochain front commun québécois, total ou partiel, est prévu pour 2028. Ce serait sans doute rêver que d'attendre un front commun pancanadien du moins du « Canada central » étant donné que constitutionnellement le contrôle monétaire souverain est à Ottawa, les besoins sociaux sous la responsabilité des provinces et la gestion des pots cassés sous celle des municipalités. La fameuse et déplorable formule identitaire de l'ancien Premier ministre québécois disait qu'« [a]u Québec, c'est comme ça qu'on vit ». On pourrait lui rétorquer que pour l'instant c'est au Canada où l'on vit et c'est contre Ottawa, qui déteint les pouvoirs essentiels, contre lequel le peuple-travailleur doit s'unir. Faut-il ajouter qu'un tel Front commun serait à la fois prolétaire, féministe et écologique car implicitement ou explicitement il ouvre la voie d'une société du soin et du lien. Cette perspective n'interdit en rien de tenir deux fers au feu soit cette autre perspective d'un Front commun pour

un Québec indépendant. N'y aurait-il d'ailleurs pas une dialectique implicite de soutien mutuel entre les deux ?

**Marc Bonhomme, 7 juin 2026**

www.marcbonhomme.com ; [bonmarc1@gmail.com](mailto:bonmarc1@gmail.com)